

**Armée européenne - Réponse de  
Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes, à  
une question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale**  
(Paris, 13 novembre 2018)

Merci Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Je voudrais commencer en m'inclinant devant la mémoire des victimes des attentats du 13 novembre. Ils nous rappellent que si l'Europe vit en paix depuis 70 ans, elle est toujours menacée, comme vous l'avez très bien dit, Monsieur le Député, et qu'elle ne doit ménager aucun effort pour prendre en main sa sécurité.

Vous l'avez dit aussi, aujourd'hui l'Union européenne n'a certainement pas d'armée commune ; pour autant, elle a enfin une politique de défense et cette politique a progressé plus vite en 18 mois qu'en 60 ans, en particulier sous l'impulsion de la France.

D'ores et déjà, des forces européennes autonomes sont présentes, par exemple en Méditerranée, pour lutter contre les trafiquants de migrants, pour lutter contre les trafiquants d'armes, au Mali pour former les forces militaires maliennes, sur les côtes somaliennes pour lutter contre la piraterie.

Mais l'Europe de la défense, c'est aussi la coopération structurée permanente qui existe depuis moins d'un an, c'est aussi le fonds européen de défense, qui permettra à partir de 2021 d'affecter 13 milliards d'euros à la défense et qui pourra commencer à financer des projets, dès l'année prochaine, pour un milliard et demi d'euros.

C'est de la réalité Madame la Présidente, ces projets n'existaient pas, ils existent depuis un an, on en a parlé pendant 60 ans. On s'est payé de mots et maintenant il y a des actes.

Enfin, nous avons créé avec huit autres Européens l'initiative européenne d'intervention, dont le but est de faciliter les futurs engagements opérationnels conjoints entre Européens, dotés de capacités militaires crédibles et prêts à les déployer./.